



APPEL URGENT Mai 2019

Emirats Arabes Unis (EAU)

Emirats: fédération de 7
Etats du Golfe persique
Présidés par Cheikh Khalifa
ben Zayed Al Nahyane
Capitale: Abou Dhabi
Superficie : 77.700km²
9,2 Mio. habitants(+de 70%
d'Arabes, 10% Nomades)
Religion: 96% Musulmans :
80% Sunnites, 16% Shiites

Torture: oui
Peine de mort : oui

Les Emirats Arabes Unis
ont ratifié la Convention
contre la torture de
l'ONU, mais pas le Pacte
relatif aux droits civils et
politiques et son
protocole facultatif.

Nous vous invitons à
adresser une copie du
modèle de lettre ci-joint
aux autorités dont
l'adresse se trouve sur la
lettre.

Affranchir à 0,79€ pour la
Belgique et à 1,45€ pour
l'international.

Utilisateurs d'i-phones qui, en août 2016, avez mis à jour votre appareil pour pallier une faille de sécurité, vous êtes un peu les « obligés » du défenseur des droits de l'homme Ahmed Mansoor !

Selon nombre de médias, votre smartphone aurait dû être impliqué dans une tentative d'espionnage d'envergure. Mansoor est celui qui a donné l'alerte et transmis les messages suspects aux experts software canadiens. Ceux-ci identifient alors le virus *Pegasus*, conduisant Apple à éditer rapidement un logiciel de sécurité contre le piratage.

Or le même Ahmed Mansoor est aujourd'hui en détention aux Emirats Arabes Unis (EAU), dans un état de santé critique. En mars 2016 il a entamé une première grève de la faim afin de protester contre ses conditions d'incarcération, contre la procédure judiciaire inéquitable à son encontre qui a abouti à son emprisonnement, et contre les possibilités de visites très limitées. Le 31 décembre 2018, la Chambre pour la sécurité d'Etat de la Cour suprême d'Abu Dhabi a confirmé la sentence de dix années de prison prononcée en mai 2018 contre Mansoor.

Voici les chefs d'accusations retenus contre lui: „Avoir symboliquement humilié le statut et la réputation des Emirats Arabes Unis et, en particulier, sa direction politique; „Avoir répandu de fausses informations afin de nuire à l'image des Emirats à l'étranger » ; ainsi que d' avoir présenté l'UEA comme un état de non- droit, dépourvu de loi. Selon le Gulf Centre for Human Rights (GCHR)- dont l'ACAT utilise régulièrement les informations- Mansoor se trouve à la prison al-Sadr d'Abu Dhabi. Depuis son incarcération en mars 2017 il est à l'isolement dans des conditions indignes. Sa cellule est dépourvue de lit et d'accès à l'eau courante. Il semble peu à peu glisser vers la cécité et ne parvient plus à se déplacer que très difficilement.

Ahmed est très engagé au sein du CGHR (cf. plus haut). Dès 2011, il était emprisonné pour une pétition

appelant à des réformes démocratiques aux EAU. En même temps il remportait en 2015 le prestigieux prix Martin Ennals pour son action en faveur des droits humains dans un contexte épouvantablement répressif. Par ailleurs, Mansoor est l'initiateur d'une lettre conjointe appelant les leaders de la Ligue Arabe- réunis en mars 2017 à l'occasion d'un sommet- à la libération de tous les prisonniers de conscience au Moyen-Orient. De la même manière, Mansoor s'était fortement engagé dans la défense du Dr.Nasser bin Ghaith, et celle d'Osama al-Najjar. L'éminent économiste Nasser bin Ghaith avait fait l'objet d'une disparition forcée en 2015. Il était réapparu fin mars 2017 devant la Cour d'appel d'Abu Dhabi après sa condamnation à 10 ans de prison. Au pénitencier d'al-Razeen, le« Guantanamo d'Abu Dhabi», au cœur du désert, il a entamé plusieurs grèves de la faim pour protester contre la pénurie de soins et de visites. Quant à Osama al-Najjar, âgé de 25 ans, il a été condamné en novembre 2014 à trois ans de privation de liberté pour des twitts dénonçant le traitement réservé à son père. Ce dernier est un activiste du groupe UAE94 accusé d'avoir voulu renverser le gouvernement. Il a écopé de 7 ans de détention.

Les semaines précédant sa dernière arrestation, Ahmed Mansoor avait critiqué les violations des droits humains survenus lors du conflit yéménite. [Les Emirats font partie de la coalition militaire](#) dirigée par l'Arabie saoudite qui combat les milices houthies pro-iraniennes. Certes toutes les parties au conflit sont responsables de graves violations des droits humains. Ainsi il est permis d'imputer aux troupes émiraties une pratique massive de la torture et l'organisation fréquente de disparitions forcées.

(ACAT Allemagne- France, Frontline, GCHR)

